



Liberté - Égalité - Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE SEINE-ET-MARNE

Direction Régionale et Interdépartementale
de l'Environnement et de l'Energie
d'Ile-de-France

Unité Territoriale de Seine-et-Marne

**Arrêté préfectoral n°2014/DRIEE/UT77/234 du 11 décembre 2014
de mise en demeure à l'encontre de la Société RENARD de respecter certaines
prescriptions de son arrêté préfectoral n° 98 DAE 2 IC 248 du 22 octobre 1998, de l'arrêté
ministériel du 2 février 1998 et de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010,
pour son site sis 3 rue du Général de Gaulle à PECY (77 970)**

Le Préfet de Seine-et-Marne,
Officier de la Légion d'honneur,
Chevalier de l'Ordre national du Mérite,

VU le Code de l'Environnement, Livres I^{er} et V, et notamment ses articles L.171-6, L.171-8, L.172-1, L.511-1, L.514-5,

VU l'arrêté préfectoral n° 14/PCAD/129 du 1^{er} septembre 2014 donnant délégation de signature à Monsieur Alain VALLET, directeur régional et interdépartemental de l'environnement et de l'énergie d'Ile-de-France,

VU l'arrêté n° 2014 DRIEE IdF 115 du 5 septembre 2014 portant subdélégation de signature,

VU l'arrêté ministériel du 02/02/98 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation,

VU l'arrêté ministériel du 04/10/10 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation,

VU l'arrêté préfectoral n° 98 DAE 2 IC 248 du 22 octobre 1998 autorisant la SARL RENARD à exploiter un atelier de décapage (traitement chimique de métaux par décapage [...]) à PECY, 3 rue du Général de Gaulle,

VU le rapport du 4 novembre 2014 de l'Inspection des Installations Classées à Monsieur le Préfet de Seine-et-Marne, établi suite à la visite d'inspection du 16 octobre 2014, proposant notamment de mettre en demeure la Société RENARD de respecter certaines prescriptions de son arrêté préfectoral du 22 octobre 1998, de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 et de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 susvisés,

VU le courrier du 4 novembre 2014 de l'Inspection des Installations Classées transmettant à la Société RENARD son rapport du 4 novembre 2014 susvisé,

VU le courrier du 4 novembre 2014 de Monsieur le Préfet de Seine-et-Marne à la Société RENARD relatif à la procédure contradictoire dans le cadre du projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure,

CONSIDERANT que l'établissement exploité par la Société RENARD sur le territoire de la commune de PECY est un établissement comportant des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement, soumis au régime de l'autorisation, dont les risques et nuisances sont réglementés par l'arrêté préfectoral du 22 octobre 1998 susvisé,

CONSIDERANT que cet établissement est également soumis à certaines prescriptions des arrêtés ministériels des 2 février 1998 et du 4 octobre 2010 susvisés,

CONSIDERANT que des non-conformités vis à vis de la réglementation en vigueur ont été mises en évidence lors de la visite d'inspection du 16 octobre 2014,

CONSIDERANT que la Société ne respecte pas l'article 4 du chapitre II du titre 3 de l'arrêté préfectoral du 22 octobre 1998 susvisé car elle n'a pas réalisé annuellement une campagne de mesures au droit des rejets atmosphériques du four,

CONSIDERANT que la Société ne respecte pas l'article 3.1.1 du chapitre V du titre 3 de l'arrêté préfectoral du 22 octobre 1998 susvisé car elle ne dispose pas de consignes d'exploitation écrites, notamment concernant l'utilisation et la manipulation du STRIPAC,

CONSIDERANT que la Société ne respecte pas l'article 3.1.2 du chapitre V du titre 3 de l'arrêté préfectoral du 22 octobre 1998 susvisé car elle ne dispose pas d'un étiquetage au droit des cuves et fûts présents sur le site,

CONSIDERANT que la Société ne respecte pas les articles 16 et suivants de l'arrêté ministériel du 04/10/10 susvisé car elle ne dispose pas notamment d'une Analyse du Risque Foudre (ARF), et le cas échéant d'une étude technique contre le risque foudre,

CONSIDERANT que la Société ne respecte pas l'article 28-1 de l'arrêté ministériel du 02/02/98 susvisé car elle ne dispose pas d'un Plan de Gestion des Solvants (PGS) pour l'année 2014,

CONSIDERANT que ces constats constituent des manquements aux conditions d'exploitations imposées par les arrêtés susvisés,

CONSIDERANT que les installations précitées peuvent présenter de graves dangers ou inconvénients pour les intérêts visés à l'article L.511-1 du Code de l'Environnement et peuvent être à l'origine d'un accident majeur,

CONSIDERANT que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L.171-8-I du Code de l'Environnement afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L.511-1 du Code de l'Environnement,

CONSIDERANT qu'aucune observation n'a été formulée par la Société RENARD quant à la proposition de mise en demeure,

SUR proposition du Directeur Régional et Interdépartemental de l'Environnement et de l'Energie d'Ile-de-France,

ARRETE

ARTICLE 1^{er} : TITULAIRE DE L'AUTORISATION

La Société RENARD, dont le siège social est situé 3 rue du Général de Gaulle à PECY (77 970), est mise en demeure, pour son site situé 3 rue du Général de Gaulle à PECY, de respecter :

- sous 1 mois :
 - l'article 4 du chapitre II du titre 3 de l'arrêté préfectoral du 22 octobre 1998 susvisé en réalisant une campagne de mesures au droit des rejets atmosphériques du four,
 - l'article 3.1.1 du chapitre V du titre 3 de l'arrêté préfectoral du 22 octobre 1998 susvisé en disposant de consignes d'exploitation écrites, notamment concernant l'utilisation et la manipulation du STRIPAC,
 - l'article 3.1.2 du chapitre V du titre 3 de l'arrêté préfectoral du 22 octobre 1998 susvisé en disposant d'un étiquetage au droit des cuves et fûts présents sur le site,
- sous 3 mois :
 - les articles 16 et suivants de l'arrêté ministériel du 04/10/10 susvisé en disposant notamment d'une Analyse du Risque Foudre (ARF), et le cas échéant d'une étude technique contre le risque foudre,

- avant avril 2015 :
 - l'article 28-1 de l'arrêté ministériel du 02/02/98 susvisé en disposant d'un Plan de Gestion des Solvants (PGS) pour l'année 2014.

ARTICLE 2 : SANCTIONS

Dans la mesure où l'exploitant ne défère pas aux dispositions de l'article 1^{er} du présent arrêté dans les délais imposés, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L.171-8-II du Code de l'Environnement.

ARTICLE 3 : FRAIS

Tous les frais occasionnés par l'application des prescriptions du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

ARTICLE 4 : INFORMATIONS DES TIERS (ART. R 512-39 DU CODE DE L'ENVIRONNEMENT)

Une copie de l'arrêté est déposée en mairie et peut y être consultée. Une copie du présent arrêté énumérant notamment les prescriptions auxquelles l'installation est soumise, est affichée en mairie pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités est dressé par les soins du maire.

ARTICLE 5 : DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS

Conformément à l'article L.514-6 du Code de l'Environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré devant le Tribunal Administratif de Melun – 43 rue du Général de Gaulle – 77 000 MELUN, dans les délais prévus à l'article R.514-3-1 du même Code :

- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions,
- par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

ARTICLE 6 : EXECUTION

- le Secrétaire Général de la Préfecture,
- la Sous-Préfète de PROVINS,
- le Maire de PECY,
- le Directeur Régional et Interdépartemental de l'Environnement et de l'Energie d'Ile-de-France à PARIS,
- le Chef de l'Unité Territoriale de la Direction Régionale et Interdépartementale de l'Environnement et de l'Energie d'Ile-de-France à SAVIGNY-LE-TEMPLE,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne d'assurer l'exécution du présent arrêté dont une ampliation sera notifiée à la Société RENARD, sous pli recommandé avec avis de réception.

Fait à Melun, le

11 DEC. 2014

Pour ampliation
La Préfète,
Pour la Préfète et par délégation,
Pour le Directeur empêché,
Le Chef de l'Unité Territoriale de Seine-et-Marne

La Préfète,
Pour la Préfète et par délégation,
Pour le Directeur empêché,
Le Chef de l'Unité Territoriale de Seine-et-Marne

signé

Guillaume BAILLY

Guillaume BAILLY

DESTINATAIRES D'UNE AMPLIATION :

- La Société RENARD,
- La Sous-Préfète de PROVINS,
- Le Maire de PECY,
- Le Préfet de Seine-et-Marne (SIDPC),
- Le Préfet de Seine-et-Marne (DCSE),
- Le Délégué Territorial de l'Agence Régionale de Santé,
- Le Directeur Départemental des Territoires (SEPR),
- Le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours,
- Le Directeur Régional et Interdépartemental de l'Energie et de l'Environnement d'Ile-de-France à PARIS,
- Le Chef de l'Unité Territoriale de la Direction Régionale et Interdépartementale de l'Environnement et de l'Energie d'Ile-de-France à SAVIGNY-LE-TEMPLE.